

Unité départementale du Val-d'Oise  
Immeuble Jacques Lemercier  
5 avenue de la Palette  
95010 CERGY-PONTOISE

CERGY-PONTOISE, le 5 octobre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SCAPNOR**

ZAE - Chemin du Bac des Aubins  
BP 10  
95820 BRUYERES SUR OISE

Références : UD95 – 2022 – 804  
Code AIOT : 0006505558

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2022 dans l'établissement SCAPNOR implanté ZAE - Chemin du Bac des Aubins BP 10 95820 BRUYERES SUR OISE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCAPNOR
- ZAE - Chemin du Bac des Aubins BP 10 95820 BRUYERES SUR OISE
- Code AIOT : 0006505558
- Régime : Autorisation

La société SCAPNOR est la centrale d'achat et d'approvisionnement des magasins E. Leclerc de la zone géographique Île-de-France/Nord. Elle exploite une plateforme logistique destinée à la réception et l'envoi des produits vendus dans les magasins.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Présence des DATI et mise à disposition
- État des stocks
- Entretien des dispositifs incendie, des installations électriques et des installations foudres
- Modalités de stockage des produits dangereux
- Réalisation des exercices POI

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Présence des DATI	AP Complémentaire du 21/02/2017, article 7.1.5	Lettre de suite préfectorale	6 mois
2	État des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	Lettre de suite préfectorale	6 mois
5	Entretien de la détection incendie	AP Complémentaire du 21/02/2017, article 7.2.10	Lettre de suite préfectorale	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Contrôle des installations foudres	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Lettre de suite préfectorale	6 mois
8	Stockage des produits dangereux (Aérosols)	AP Complémentaire du 21/02/2017, article 7.3.3.1	Lettre de suite préfectorale	1 mois
10	Exercice POI	AP Complémentaire du 21/02/2017, article 7.5.10	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Entretien des moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 21/02/2017, article 7.2.9	Sans objet
4	Entretien du sprinklage	AP Complémentaire du 21/02/2017, article 7.2.11	Sans objet
6	Contrôle des installations électriques	AP Complémentaire du 21/02/2017, article 7.2.6	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté des non-conformités susceptibles de présenter des inconvénients et des risques pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.  
L'exploitant doit apporter des mesures correctives à ces non-conformités.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Présence des DATI

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/02/2017, article 7.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Présence des DATI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'accès aux bâtiments HRL1 et HRL 2 et à la zone à la zone OPM (Transstockeurs) du bâtiment 6 est strictement réservé aux agents de maintenance de l'exploitant et des entreprises extérieures dûment habilités par le directeur de la SCAPNOR dans le cadre d'une procédure décrivant les opérations de maintenance dans ces zones, et imposant a minima :  [...]  - leur intervention en binôme et équipés chacun d'un système de protection des travailleurs isolés (DATI),  - l'enregistrement en temps réel de leurs entrées et sorties du bâtiment sur un registre situé au poste de garde et maintenu à la disposition de l'inspection des installations classées,  [...]  -----  Non-conformité de la précédente inspection :  L'exploitant précise que les intervenants sur le transstockeur ne sont pas munis de protection des travailleurs isolés (DATI). L'inspection demande à l'exploitant de remédier à ce point sous 15 jours et d'intégrer cette disposition dans une procédure interne à transmettre à l'inspection.  -----  Réponse de SCAPNOR du 29 mai 2021 :  Nous vous joignons également la commande des DATI. Ceux-ci seront mis en service dès réception des puces et abonnements qui ont été commandés, auprès de notre opérateur Orange.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le dispositif DATI qui a été effectivement réceptionné sur site. Toutefois il apparaît que ce dispositif ne fonctionne pas. Les téléphones mobiles ne captent pas dans le transstockeur.  Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que des talkies-walkies sont mis à dispositions des intervenants sur le transstockeur en attendant de solutionner le problème des DATI.</p> <p><b>Non-conformité n°1 : Contrairement aux dispositions de l'article 7.1.5 de l'arrêté préfectoral du 21 février 2017, l'exploitant ne fournit pas des DATI aux travailleurs présents dans le transstockeur. L'exploitant doit respecter la prescription ou demander la modification de la prescription en présentant un dispositif équivalent.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6mois

### N° 2 : État des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

**Constats :** Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il dispose de plusieurs WMS (logiciel de gestion d'entrepôt) permettant l'exploitation de son site. Il a indiqué recouper tous les semestres les données de son WMS avec son classement ICPE pour vérifier qu'il respecte toujours son classement ICPE.

Il a été demandé à l'exploitant d'indiquer ce qu'il est en mesure de présenter comme état des stocks au moment de l'inspection. L'exploitant a demandé au gestionnaire de la cellule 1 d'extraire l'état des stocks de cette cellule.

Ce tableau permet d'avoir rapidement la quantité de produits présents dans la cellule mais cet état des stocks ne répond pas aux deux objectifs de la prescription 1.4 de l'arrêté du 11 avril 2017.

L'état des stocks présente pour chaque référence produit une ligne mais ne présente pas les informations par familles de produits. Cet état des stocks ne présente pas les mentions de dangers associés aux dangers des produits. Il n'est donc pas utilisable directement par les secours. Il n'est pas non plus accessible pour le public. L'exploitant a indiqué que cet état des stocks nécessiterait d'être retravaillé avec un tableur pour répondre à ces deux objectifs, ce qu'il serait capable de faire en quelques heures.

**Non-conformité n°2 :** Contrairement aux dispositions de l'article 1.4 de l'arrêté du 11 avril 2017, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un état des stocks permettant de répondre aux deux objectifs détaillés dans la prescription (état des stocks visant à informer les secours et état des stocks visant à informer le public). L'exploitant doit améliorer son outil pour disposer rapidement des informations demandées dans la prescription, notamment en ce qui concerne la quantité de produits dangereux.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 6 mois

### N° 3 : Entretien des moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/02/2017, article 7.2.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des moyens de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée des moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un réseau de poteaux incendie (de diamètre nominal DN 100 ou DN 150) implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 m d'un appareil et à moins de 5 m d'une voie carrossable, et à une distance inférieure à 150 m entre eux. Le réseau est composé a minima :</li> <li>- de 4 poteaux incendie de 2 x 100 mm permettant de fournir un débit minimal simultané de 480 m<sup>3</sup>/h sous une pression dynamique de 1 bar pendant au moins 2 h ;</li> <li>- de 4 poteaux incendie de 100 mm capables de délivrer un débit minimum en simultané de 240 m<sup>3</sup>/h sous une pression dynamique de 1 bar pendant au moins 2 h ;</li> <li>- de 5 poteaux incendie supplémentaires répartis autour du bâtiment 2 capables de délivrer un débit minimum en simultané de 240 m<sup>3</sup>/h sous une pression dynamique de 1 bar pendant au moins 2 h ;</li> <li>- 2 réserves d'eau de capacité unitaire de 380 m<sup>3</sup> mises à la disposition des services d'incendie et de secours et reliées à des bouches normalisées ;</li> <li>- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</li> <li>- des robinets d'incendie armés (RIA), répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en directions opposées. Ils sont utilisables en période de gel.</li> <li>- 1 colonne sèche avec têtes sprinkleur ouvertes est mise en place en rive de la toiture de la cellule 7, sur les façades Nord et Est. Le point d'alimentation, situé à l'angle Sud-Est de la cellule, est muni d'un raccord «pompiers» normalisé.</li> </ul> <p>L'ensemble de ces équipements sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.</p> <p>Ils sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie, conformément aux référentiels en vigueur. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant justifie également au préfet la disponibilité effective des débits d'eau, même en cas de fonctionnement du système d'extinction automatique. [...]</p> <p><b>Constats :</b> Concernant les poteaux incendie, l'exploitant a indiqué qu'ils sont contrôlés tous les ans : une fois tous les deux ans par le SDIS (dernier contrôle en mai et juin 2021) et les autres années par un organisme compétent (UXELLO). Le dernier contrôle a été réalisé le 16 septembre 2022. L'exploitant a présenté un bon de contrôle indiquant que l'état des poteaux est satisfaisant.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le dernier contrôle multi-poteaux a été réalisé en 2017, à l'occasion du précédent porter à connaissance de modification du site.</p> <p>Lors de l'inspection, des extincteurs et RIA ont été contrôlés par sondage. Ces équipements ont été vérifiés le 31 août 2022.</p> <p><b>Observations :</b> Le document d'UXELLO ne détaille pas les résultats des contrôles. L'inspection demande à l'exploitant de disposer des PV de contrôle indiquant les pressions et débits mesurés.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de faire réaliser un contrôle multi-poteaux afin de confirmer la disponibilité du besoin en eaux. Ce contrôle multi-poteaux sera nécessaire dans le porter à connaissance relatif à l'extension du site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Entretien du sprinklage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/02/2017, article 7.2.11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien du sprinklage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des cellules de l'entrepôt, à l'exception du hangar 11, est équipé d'une installation d'extinction automatique à eau correctement dimensionnée et conforme aux normes en vigueur. Les installations sont ensuite maintenues en bon état de fonctionnement et vérifiées une fois par an. Cette installation est conçue, installée et entretenue régulièrement, conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage. [...]
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le Q1 du 20 avril 2022 indiquant la présence de non-conformités. L'exploitant a présenté un bon de commande de la société UXELLO du 20 avril 2022 pour la réalisation d'actions correctives.  L'exploitant a présenté le rapport triennal réalisé par Uxello. Le contrôle a été réalisé entre le 21 juin et le 1er juillet 2022. Des non-conformités sur les groupes moto-pompes ont été mises en évidence. L'exploitant a présenté un bon de commande du 28 juillet auprès de la société MPES pour remise en conformité.  Lors de la visite du site, l'inspection a pu voir les fiches d'essais. Le dernier essai datait du 22 septembre 2022. Les essais sont hebdomadaires. Les réservoirs des groupes motopompes étaient remplis.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 5 : Entretien de la détection incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/02/2017, article 7.2.10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien de la détection incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les cellules de stockage (y compris le bâtiment 10) et les bureaux sont munis d'un système de détection automatique d'incendie avec transmission d'une alarme sonore et visuelle.  Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Il est conforme aux normes en vigueur. Cette disposition ne s'applique pas au Hangar 11.  Les cellules 6, 7 sont équipées d'une détection incendie indépendante du système de sprinklage, de type détection optique de fumées, permettant d'assurer une détection précoce de tout départ de feu. Cet équipement est conforme aux normes en vigueur.  Chaque local dédié contenant les équipements informatiques est équipé d'un dispositif de détection de fumées.  Le report d'alarme est assuré 24 h/24 et 7 j/7 vers le responsable du site ou le gardien ou une société de télésurveillance.  L'exploitant organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la société en charge de la maintenance du Système de Sécurité Incendie (SSI) a du retard sur l'entretien de l'équipement. Toutefois, l'exploitant a présenté un courriel confirmant le contrôle de la détection programmé pour la semaine du 10 octobre prochain.  L'inspection demande à l'exploitant de présenter le rapport de contrôle du SSI.
<b>Non-conformité n°3 :</b> Contrairement aux dispositions de l'article 7.2.10 de l'arrêté préfectoral du 21 février 2017, l'exploitant n'a pas été en mesure de mettre à disposition de l'inspection les comptes-rendus des vérifications de maintenance et des tests de la détection incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 6 : Contrôle des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/02/2017, article 7.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] les installations électriques sont régulièrement entretenus pour être en état permanent de fonctionnement, conformément aux normes en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre. Ces vérifications sont effectuées conformément aux normes en vigueur a minima annuellement.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté des rapports de contrôle des installations électriques. Les rapports de contrôles sont découpés par secteurs. Les contrôles sont réalisés par l'APAVE et comprennent un rapport de contrôle électrique et une thermographie.  L'exploitant a présenté le rapport de contrôle de la cellule 7 du bâtiment 2. Ce contrôle a été réalisé sur la période du 11 au 21 janvier 2022. Ce rapport ne fait état d'aucune observation.  L'exploitant a présenté le rapport de contrôle de la cellule 6 du bâtiment 2. Ce contrôle a été réalisé sur la même période. Ce rapport fait état de 6 non-conformités dont 5 notées comme récurrentes.  Suite à l'inspection, l'exploitant a présenté par courriel du 5 octobre 2022 une confirmation de l'électricien du site que les non-conformités 2 à 6 ont été levées.  Pour la première non-conformité concernant le TGBT, l'exploitant indique que la remise en conformité nécessite de remplacer le TGBT au complet. L'exploitant a présenté un devis et une note de calcul. Ce sujet fait donc l'objet d'un suivi par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Contrôle des installations foudres

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des installations foudres
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p> <p>La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un rapport de contrôle réalisé par la société SAP. Ce contrôle a été réalisé le 26 janvier 2022.</p> <p>Ce rapport de contrôle indique que la notice de vérification ne lui a pas été remise.  Ce rapport de contrôle indique que des non-conformités sont présentes. L'exploitant a indiqué que les travaux de remise en conformité ont été réalisés par le service maintenance du site mais ne dispose pas de trace écrite.</p> <p><b>Non-conformité n°4 : Contrairement aux dispositions de l'article 21 de l'arrêté du 4 octobre 2010, l'exploitant n'a pas présenté la notice de vérification de ses équipements à la société en charge du contrôle.</b></p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant devra mettre en place un système permettant de garder une trace des actions correctives mises en œuvre sur ses équipements (indication de la date de réparation et signature des services de maintenance, mise en place d'un tableau de suivi, GMAO...).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 8 : Stockage des produits dangereux (Aérosols)**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/02/2017, article 7.3.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage des produits dangereux (Aérosols)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'aire de stockage est délimitée et matérialisée si possible au sol. Les distances minimales suivantes, mesurées horizontalement à partir de l'aire de stockage, sont observées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 5 m de tout stockage de matières inflammables, combustibles ou comburantes ;</li> <li>• 5 m des issues ou ouvertures des locaux administratifs ou techniques de l'installation.</li> </ul> <p>Les distances précédentes peuvent être réduites à 1 m si entre ces emplacements et le stockage est interposé un mur en matériau de classe A1 (incombustible), REI 120 (coupe-feu de degré 2 h), dont la hauteur excède de 0,5 m celle du stockage, sans être inférieure à 2 m ; la longueur de ce mur est telle que les distances précédentes sont toujours respectées en le contournant.</p> <p>Le local abritant les réservoirs mobiles est convenablement ventilé pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 m au-dessus du faîtage.</p> <p>Des dispositions de stockage particulières sont mises en place telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une enveloppe grillagée suffisamment résistante et de maille suffisamment petite (dimension minimale : fil de 4 mm et maille de 50 mm) pour contenir les projectiles liés à l'explosion de flacons d'aérosols pendant les premières minutes d'un incendie éventuel</li> <li>• ou le stockage dans une cellule spécifique aux aérosols avec mur coupe-feu.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les produits dangereux dont les aérosols inflammables sont rangés ensemble dans une cellule. Toutefois, ces produits ne sont pas dans un local grillagé.</p> <p><b>Non-conformité n°5 :</b> Contrairement aux dispositions de l'article 7.3.3.1 de l'arrêté préfectoral du 21 février 2017, les aérosols inflammables ne sont pas stockés dans des conditions permettant d'éviter les effets missiles en cas d'incendie. L'exploitant devra revoir ses stockages pour respecter les prescriptions de l'arrêté.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

N° 10 : Exercice POI

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/02/2017, article 7.5.10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercice POI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En tout état de cause, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie par mise en œuvre du plan d'opération interne au minimum tous les deux ans.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que le POI a été mis à jour. Une version a été transmise à l'inspection des installations classées. Des exercices d'évacuation sont régulièrement réalisés. Toutefois, aucun exercice POI n'a été réalisé depuis 2 ans.
<b>Non-conformité n°6 :</b> Contrairement aux dispositions de l'article 7.5.10 de l'arrêté préfectoral du 21 février 2017, l'exploitant n'a pas fait réaliser d'exercice POI depuis plus de 2 ans.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois